

Certification et développement territorial : les IG, chaînon manquant ?



Olivier RENARD
IRAM Développement
21 octobre 2014

Plan de la présentation

- IG café Ziama Macenta et café certifié bio équitable au Kivu : atouts et limites des approches
- Enseignements sur ces deux exemples : pertinence d'une synergie IG / C.E.
- Certification, normes et développement territorial : vers un label territorial ?

IG Ziama-Macenta : impact territorial

- Des travaux de la recherche (IRAG); un projet institutionnel, ancré sur le marché du café
- La reconnaissance d'une qualité spécifique, une plus-value liée à la qualité intrinsèque (+150 USD/T = décote « Guinée »)
- Un projet territorial impliquant Recherche (Centre IRAG de Sérédou), autorités locales et nationales (reconnaissance IG + facilitation des procédures douanières), acteurs du territoire (Coopérative, groupements de producteurs, de collecteurs)

IG Ziama-Macenta : un cahier des charges exigeant et adapté au marché du café

- Une zone délimitée en impliquant Recherche et acteurs de la filière
- Des pratiques préservant un système agro-forestier, incitation au passage progressif au bio (obligation appuis par IG)
- Un cahier des charges et un suivi documentaire permettant traçabilité et certification bio et équitable (pour les 2 coopératives de la zone)
- Des synergies entre acteurs, des solidarités inédites entre groupes ethniques (Malinke, Toma)

IG Ziama-Macenta : limites et solutions

- Des moyens limités : nécessité de projets d'appui sur la durée, au-delà de la reconnaissance
- L'IG non reconnue sur le marché international (LIFFE, Londres) : certification CE et/ou Bio nécessaire pour rémunérer qualité et traçabilité; renforcer les coopératives locales; sortir d'une logique « projet »
- Des moyens nécessaires pour renforcer la filière café locale : marchés de Macenta, Conakry, voire Sénégal (café Touba)

Café du Kivu : renaissance d'un terroir par la certification CE

- Coopérative SOPACDI = leader du redressement d'une filière à l'abandon (projets Twin&Twin Trading + Oxfam + autres)
- Triple reconnaissance sur le marché mondial : Specialty coffee (marché US) + certification CE et Bio
- Renforcement de la gouvernance de la coopérative, certification, conversion Bio, appui à la mise sur le marché, amélioration de la qualité (labos, formations)

Café du Kivu : les limites d'une success story

- Environnement difficile : conflits, tensions ethniques, « poche de réussite » dans une zone sinistrée = fragilité, dépendance / leader coop.
- Concurrence déloyale entre coopératives locales (accès aux infrastructures, à la ressource, aux marchés)
- Inégalités entre zones au sein d'une même coopérative (tensions internes)
- Absence de promotion commune du café « Kivu », d'économies d'échelle de type « Coffee cluster » (cf. Rwanda, Ouganda, etc.), autorités locales non impliquées
- Velléités de développement du marché local non prises en compte (torréfaction, points de vente)

Enseignements (1) : de l'inutilité des IG ?

- L'accès à la certification C.E. et Bio pour les coopératives est un facteur de développement puissant : démocratie locale, primes pour l'investissement des producteurs, de la coopérative, revenus supérieurs
- Les certifications « durables » : des effets de plus en plus questionnés
- L'IG est un outil intéressant mais non suffisant pour accéder aux marchés
- L'IG n'apporte pas de plus value directe

Enseignements (2) : la certification favorise peu le développement territorial

- Approche filière s'appuie sur les acteurs privés en priorité, approches collaboratives non intégrées
- Rôle de l'Etat – pour partie à raison (cf. Kivu contexte difficile) – ignoré
- Concurrence entre acteurs privés ne favorise pas le développement d'un terroir, d'une vision commune (IG, modèle de type « cluster »)

Enseignements (3) : des synergies possibles

- Les limites des certifications durables à produire de l'impact sont reconnues
- Normes privées de durabilité ne se valent pas
 - UTZ, RFA, 4C : peu ou pas de premium, marchés limités
 - C.E. : primes, prix minimum
 - Bio équitable : primes + élevées
- Certifications multiples peuvent être un poids pour les OP (investissement important, pas toujours payant)
- Malgré certaines critiques, C.E. plus efficace, mais approche filière restrictive et PdM limitée
- Les IG, non reconnues sur certains marchés, associées aux certifications éthiques, bio, peuvent avoir un effet multiplicateur important

Proposition (1) : Combiner IG et certification C.E., Bio

- IG : cahier des charges similaire, traçabilité, notoriété accrue, démarche territoriale forte
- Une dimension territoriale des IG, un CdC ouvert, un rôle de promotion et de défense du produit
- L' Association IG : outil de valorisation, certification équitable et bio des produits

Proposition (2) : promouvoir les IG au sein des dispositifs privés volontaires

- « Au-delà de la certification »: une place pour les IG (pour certains produits typiques), comme chaînon manquant pour un développement local durable
- Associer IG et durabilité : prise en compte dans la directive « marchés publics », les plateformes multi-acteurs, lobbying via les dispositifs privés volontaires (sortir du blocage des Etats = OMC), etc.

Merci de votre attention...

